

BRIEFING

Juin 2005

L'OMC et le bien-être animal

Introduction

Face aux règles de l'Organisation Mondiale du Commerce l'UE éprouve des difficultés à maintenir ses normes de bien-être animal et à introduire des normes plus strictes. Dans sa proposition détaillée pour les négociations en cours à l'OMC, l'UE a déclaré que son objectif est de garantir une libéralisation du commerce qui ne menace pas ses efforts pour améliorer le bien-être des animaux.

Quelles perspectives pour le bien-être ?

Afin d'atteindre cet objectif, nous sommes persuadés qu'il est essentiel que la Commission s'efforce de progresser dans les domaines suivants des négociations de l'Agenda de Développement de Doha (DDA):

Catégorie verte: Dans sa proposition détaillée pour les négociations l'UE a proposé que les aides versées par l'UE (ou tout autre membre de l'OMC) pour dédommager les agriculteurs pour les surcoûts dus au respect de normes élevées de bien-être animal soient incluses dans la 'catégorie verte' de l'accord de l'OMC sur l'agriculture (AoA). Les aides classées dans la catégorie verte ne sont pas soumises aux règles de l'accord sur l'agriculture, qui exigent la réduction des subsides agricoles. La Commission n'a cependant pas soulevé ce point depuis longtemps dans le cadre des négociations de l'agenda de Doha. La Commission devra se montrer beaucoup plus déterminée si elle veut que cette proposition devienne une réalité.

Étiquetage: L'étiquetage obligatoire permet aux consommateurs de faire leurs choix en connaissance de cause et facilite aussi l'approche des préoccupations de l'UE par l'intermédiaire du marché. La Commission devrait s'atteler à démontrer que l'étiquetage des produits en fonction des méthodes de production est compatible avec les règles de l'OMC. Nous reconnaissons que les partenaires de l'UE à l'OMC ont rechigné à discuter ce sujet. Néanmoins la Commission devrait essayer de ré-ouvrir le dialogue car l'étiquetage est une des voies défendues par l'UE dans sa proposition détaillée pour les négociations.

Pays en développement: Les pays en développement perçoivent la position de l'UE sur le bien-être animal comme protectionniste et l'UE ne sera pas capable

de changer cette perception à moins de les convaincre qu'il existe un réel potentiel commercial sur son marché pour les produits respectueux du bien-être animal venant de pays tiers. L'UE doit avoir la volonté d'ouvrir son marché à ces produits en offrant aux pays en développement:

L'assistance commerciale et la formation nécessaires pour les aider à développer des systèmes d'agriculture durable qui respectent des normes strictes de bien-être animal dans les élevages, en cours de transport et au moment de l'abattage, et l'accès préférentiel au marché de l'UE, par exemple grâce à des tarifs douaniers zéro, pour les produits respectueux du bien-être animal. Au cours d'une réunion récente, alors qu'on lui posait une question sur certains pays en développement, le Commissaire de l'UE pour le commerce a répondu de façon très positive concernant la possibilité d'offrir un accès préférentiel à ces produits.

Produits sensibles: L'accord de l'agenda de Doha sur l'accès au marché entraînera une réduction des tarifs douaniers. Il doit cependant inclure une certaine flexibilité concernant les produits 'sensibles', tels que les produits qui sont particulièrement vulnérables à l'importation de produits peu respectueux du bien-être animal. Lorsque les produits du marché intérieur proviennent de systèmes respectant des normes de bien-être plus strictes que dans les pays tiers, les membres de l'OMC devraient pouvoir garantir une compétition équitable entre les produits issus du marché intérieur et ceux qui sont importés, en maintenant des tarifs douaniers plus importants pour les importations de produits issus de méthodes impliquant des normes de bien-être plus faibles que celles appliquées par les agriculteurs locaux.

Par exemple, lorsque l'interdiction des cages conventionnelles en batterie entrera en vigueur en 2012, il y a un réel danger que les producteurs d'œufs de l'UE – confrontés à des coûts de production plus élevés et (suite à l'achèvement de l'agenda de Doha) à des tarifs douaniers réduits sur les importations – soient menacés par l'importation de produits à base d'œufs venant de poules élevées en cages. L'UE devrait s'engager à inclure les œufs dans sa liste de produits sensibles.

Peter Stevenson (6/05)